Communiqué de presse Lille Verte – 28 janvier 2022

Face à la double peine à Lille et ailleurs : agissons!

Mis sous silence par la Préfecture de Police de Paris depuis 2019, le rapport sur l'accueil des femmes victimes de violences dans les commissariats parisiens réalisé par le centre Hubertine Auclert a été publié ce jeudi 27 janvier.

Les constats de ce rapport sont édifiants. **Refus de prise de plaintes, commentaires déplacés et discriminants de la part des fonctionnaires de police, rejet de la responsabilité de l'agression sur la victime**... Autant de situations inquiétantes que l'on retrouve dans les centaines de témoignages anonymes rassemblés par le collectif #Doublepeine. Parmi ces témoignages, **7 exposent des faits se déroulant au commissariat central de Lille-Sud**, relayés et détaillés par un article de Médiacités en date de ce jour.

Pour Faustine Balmelle, conseillère municipale et co-présidente du groupe Lille Verte, "**ces faits sont graves et inadmissibles**. Alors que ces femmes se rendent au commissariat de police pour y trouver de l'aide et une protection face aux violences subies, **ces agissements contribuent aux traumatismes déjà présents. Nous affirmons tout notre soutien aux femmes victimes de violences : nous vous croyons et vous n'êtes pas responsables**."

"Ces témoignages font partie des raisons pour lesquelles, **contrairement à ce qu'affirmait cette semaine Monsieur le Ministre de l'Intérieur, les victimes de violences sexuelles et sexistes ne déposent pas systématiquement plainte** et il n'y a donc pas systématiquement de garde à vues ni de poursuite judiciaires" explique Stéphanie Bocquet, élue Lille Verte.

Pour Mélissa Camara, élue Lille Verte, des mesures doivent être mises en œuvre : "il y a un réel besoin de **formation approfondie sur les violences sexuelles sexistes pour l'ensemble des fonctionnaires de police** et pas seulement pour une poignée d'entre eux. Nous réitérons notre demande de longue date, **d'un grand plan d'action sur les violences sexistes et lgbtphobes à Lille en lien avec la préfecture et les acteurs associatifs**."

Pour reprendre les mots justes du rapport publié cette semaine, il est grand temps d'agir pour une véritable "*culture de la protection au sein des commissariats*" !